

Réponse de l'association A.N.O.D.E. à la consultation n°2018-015 de la CRE portant sur la demande d'investissement relative au projet Celtic incluant un partage transfrontalier des coûts

Au regard des éléments dont elle dispose, l'association A.N.O.D.E considère que, d'un point de vue purement économique, le projet d'interconnexion entre la France et l'Irlande ne présente pas de bénéfices suffisants pour justifier une décision positive d'investissement.

En effet, le projet montre des bénéfices en termes de gains via les économies de coût d'approvisionnement inférieurs aux coûts du projet dans de nombreux scénarios, malgré certains ajustements de la méthodologie d'estimation des bénéfices du projet. Par ailleurs, les risques de dégradation de ces résultats sont importants compte tenu de leur forte sensibilité par rapport aux hypothèses retenues. Dans ces conditions, le financement du projet par le TURPE, même à hauteur des 160 M€ envisagés par la CRE, fera augmenter les prix de l'électricité pour les consommateurs français.

L'association A.N.O.D.E comprend les conséquences potentielles de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne concernant l'interconnexion de l'Irlande avec le reste de l'UE. Ce contexte politique semble être la seule justification au lancement de ce projet. Si l'association A.N.O.D.E n'est pas opposée au principe de solidarité au sein de l'UE, elle considère que cette solidarité ne saurait être financée par les consommateurs français. A ce titre, le projet Celtic, s'il devait être approuvé, devra être financé par des fonds européens, auxquels ont contribué les contribuables français.

En conclusion, l'association A.N.O.D.E n'est pas favorable à l'approbation du projet Celtic. Si, toutefois, la CRE décide d'approuver cet investissement, il est impératif qu'elle limite la part des coûts du projet affectée à RTE à un niveau inférieur aux 160 M€ envisagés dans la note de consultation.